



Communiqué de presse

68/23

Montreuil, le 18 juillet 2023

D'été en été, la situation se dégrade !

Un constat est unanime en ce début d'été 2023 : les fermetures de services sont encore en augmentation ! Les services fermés l'année passée n'ont pour la plupart pas pu reprendre leur fonctionnement habituel et les difficultés d'accès aux soins touchent désormais tous les établissements, tout le territoire.

Force est de constater une nette aggravation de la situation depuis les mesures décidées par le gouvernement en 2023. La loi Rist a provoqué une fuite inédite des médecins des hôpitaux les plus en difficultés, la perte de pouvoir d'achat des agent.e.s est sans précédent avec une inflation galopante et le refus de mise à niveau du point d'indice par le ministre de la fonction publique, les dizaines de milliers de contrats précaires à l'hôpital ne sont toujours pas titularisés, les budgets sont toujours aussi contraints et il n'y aucune remise en question du dogme des plans d'économie appliqués à la santé, avec par exemple un objectif d'1,4 milliards d'économie annoncé en 2024 sur les dépenses de l'assurance maladie.

Le résultat de cette politique est sans appel. Les responsabilités ne sauraient être estompées. En ce début d'été, tous les voyants sont au rouge !

Le nombre de services menacés, et tout particulièrement de services d'urgences ou de maternité, est pire qu'au début de l'été 2022. On note aussi l'apparition de difficultés inédites dans le secteur de la psychiatrie, conséquences implacables d'un saccage qui s'est accéléré ces dernières années.

Il n'y a pas de volonté du ministère de combattre le manque de personnel. Et pour cause, la pénurie de soignant.e.s est invoquée régulièrement par le ministère et les ARS pour justifier de leurs décisions d'entériner des fonctionnements en « mode dégradé », tel que le SAS (Service d'Accès au Soins) ou l'appel systématique au 15 avant de pouvoir se rendre aux Urgences. Le ministère voudrait maintenant lancer un chantier autour du métier d'infirmier.e en détruisant les décrets de compétences et en menaçant le diplôme d'Etat. Et pas touche aux Diplômes d'Etat Infirmier !»

Plutôt que la généralisation du « mode dégradé », du SAS et du chaos, la fédération Santé Action Sociale revendique un plan d'urgence pour l'hôpital et pour la santé comprenant notamment l'arrêt des fermetures de lits et la réouverture des lits fermés, un plan urgence emploi formation, une augmentation générale des salaires. Ces revendications doivent trouver une réalité dans l'augmentation du budget de la sécurité sociale et l'abrogation de l'ONDAM.

Pour rappel, vous trouverez la carte des fermetures de lits ou services menacés depuis septembre 2021 [en cliquant ici](#).

[En cliquant ici](#), vous accédez à la carte interactive 2023 des fermetures de lits et des services menacés.